

été vains, et le pipe-line serait certainement retardé de bien des mois encore. Après tout, quel prêteur assumerait les risques normaux inhérents à un projet de cette nature s'il pensait un instant qu'il soit possible de convaincre le gouvernement de l'en dégager?

**Le coût:
une inconnue**

Les doutes qui ont été soulevés au sujet du projet gravitent principalement autour de la question du coût définitif du pipe-line et des possibilités de commercialisation du gaz qu'il servira à transporter.

Je ne peux pas vous dire aujourd'hui combien coûtera le pipe-line. De toute évidence, la partie la plus coûteuse du réseau — celle qui crée le plus d'incertitude — est celle qui comprend le pipe-line et l'usine de traitement en Alaska. A ce que je sache, les producteurs de la baie Prudhoe et les promoteurs du gazoduc de l'Alaska ne semblent pas avoir d'inquiétude au sujet des estimations qui sont faites à mesure que progressent les travaux de conception finale et de génie du tronçon de l'Alaska.

Lorsqu'on évalue la faisabilité du projet de gazoduc de la route de l'Alaska, il est essentiel, à mon sens, de garder à l'esprit certaines considérations très importantes. Les nombreux événements cruciaux qui se sont produits depuis que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole occupe une place majeure sur la scène mondiale, et les incertitudes que suscitent constamment les approvisionnements de pétrole au large des côtes, en font plus qu'un simple pipe-line ordinaire, plus qu'une simple entreprise commerciale.

Le pipe-line permettra d'acheminer quelque 26 billions de pieds cubes de gaz déjà découvert sur le versant nord de l'Alaska. Ce volume représente 13 pour cent de l'ensemble des réserves américaines établies de gaz, et pour les 48 États du Sud, il constitue la source unique de nouveaux approvisionnements d'énergie la plus grande et la plus importante pour l'avenir.

Les États-Unis ont un besoin vital d'accéder à ces réserves de gaz; c'est pour eux une question d'intérêt national, car ils doivent réduire leur dépendance à l'égard des approvisionnements sous-marins, beaucoup trop incertains. Il est clair que le Congrès avait cette considération bien présente à l'esprit quand il a déclaré, dans sa résolution de l'été dernier, que le projet demeurerait "...un élément essentiel des mesures à prendre pour assurer l'avenir énergétique de la nation..."

Le Canada entend lui aussi réduire sa dépendance, heureusement moins grande, à l'égard des approvisionnements étrangers. Le gazoduc de la route de l'Alaska est un moyen d'y parvenir; car il nous permettra d'accéder à nos propres réserves établies dans le delta du Mackenzie et à celles qui semblent exister en volumes considérables dans la mer de Beaufort.

**Mesures visant
à remplacer
le pétrole**

Mais nous avons aussi adopté, dans le cadre de notre Programme énergétique national, d'autres mesures qui visent à encourager le remplacement du pétrole par d'autres formes d'énergie plus abondantes. Le gouvernement canadien a mis de côté un montant de \$500 millions pour financer le prolongement de notre réseau de gazoducs actuel de Montréal jusqu'aux Maritimes, en passant par Québec, dans l'Est, et jusqu'à